

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- 01

Arrondissement de

Bourg-en-Bresse

\*\*\*\*

Canton de Ceyzériat

\*\*\*\*

L'an DEUX MIL VINGT CINQ

Commune de

Villette sur Ain

Le 03 FEVRIER

Le Conseil Municipal de la commune de VILLETTE SUR AIN étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre HUMBERT, maire

Date de convocation : 29 janvier 2025

Nombre

De conseillers en exercice : 14

Etaient présents :

Mrs HUMBERT, PETIT, AMBRE, L'HERBETTE, GRIMAUULT, CORNET, CAULT, COLL et

De présents : 12

Mmes SPANNENTE, CAPELLA, LACANALE, AUGUSTE

De votants : 11

Absentes : Mmes Hoarau et Pulcini .

M. Humbert ne prend pas part au vote.

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 Code Général des collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil : Mme Alexandra AUGUSTE ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Objet : Urbanisme

Evolution de la procédure de modification prescrite par délibération en date du 24 septembre 2024, annulation de la délibération du 24 septembre 2024, évolution du contenu de la procédure.

Monsieur le Maire rappelle que le PLU fait l'objet de deux procédures : une révision allégée et une de modification. Cette dernière visait initialement les points suivants :

- Création d'un STECAL pour permettre la réalisation d'un parc solaire au sein d'une zone N.
- Passage de la superficie des piscines de 30 à 32m<sup>2</sup>, afin de respecter les dimensions demandées et exclusion des piscines du calcul du CES.
- Modification du PLU pour permettre dans le règlement de la zone N, le changement de destination à vocation touristique de la ferme de Pont Loup qui sera repérée en plan de zonage, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole, ni la qualité paysagère du site et qu'il soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF conformément au code de l'urbanisme.
- Modification du PLU pour permettre dans le règlement de la zone A, le changement de destination à vocation de commerce et activité de service avec accueil de la clientèle au Château de Richemont, qui sera repéré en plan de zonage, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole, ni la qualité paysagère du site et qu'il soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF conformément au code de l'urbanisme et de l'ABF.
- Modification du PLU pour permettre dans le règlement de la zone A le changement de destination à vocation de centre équestre avec accueil de clientèle, création de 2 studios pour le personnel dans la ferme des Mottets qui sera repérée en plan de zonage, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole, ni la qualité paysagère du site et qu'il soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF conformément au code de l'urbanisme.

Dans le cadre de la procédure une demande de cas par cas a été transmise à l'autorité environnementale afin de savoir si une évaluation environnementale devait être menée.

Par décision en date du 29 janvier 2025, la Mission régionale d'autorité environnementale a rendu l'Avis qui suit :

La modification n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Villette-sur-Ain (01) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE DU 27 JUIN 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux, dont l'objectif est notamment :

- D'expliquer les choix au regard des enjeux environnementaux et des solutions de substitution raisonnables, notamment concernant la localisation du projet de Stecal ;
- D'analyser les incidences de la modification n° du PLU en matière de biodiversité et de milieux naturels, d'artificialisation des sols et d'émissions de gaz à effet de serre, de risques naturels, de patrimoine paysager et bâti, et d'étudier les effets cumulés avec la procédure concomitante de révision allégée n°1 du PLU ;
- De présenter les mesures prises pour éviter, réduire et compenser (ERC) ces incidences, ainsi que le dispositif de suivi effectif, en s'attachant à ce que les mesures ERC soient retranscrites dans le règlement et les OAP du PLU.

La commune souhaitant avancer rapidement sur les autres points de la modification, la réalisation d'une étude environnementale ayant un coût élevé et prolongeant les délais de 8 à 10 mois, monsieur le Maire propose que le point concernant la réalisation du STECAL soit retiré de la procédure et que celle-ci ne retienne donc que :

- Passage de la superficie des piscines de 30 à 32m<sup>2</sup>, afin de respecter les dimensions demandées et exclusion des piscines du calcul du CES.
- Modification du PLU pour permettre dans le règlement de la zone N, le changement de destination à vocation touristique de la ferme de Pont Loup qui sera repérée en plan de zonage, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole, ni la qualité paysagère du site et qu'il soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF conformément au code de l'urbanisme.
- Modification du PLU pour permettre dans le règlement de la zone A, le changement de destination à vocation de commerce et activité de service avec accueil de la clientèle au Château de Richemont, qui sera repéré en plan de zonage, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole, ni la qualité paysagère du site et qu'il soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF conformément au code de l'urbanisme et de l'ABF.

Modification du PLU pour permettre dans le règlement de la zone A le changement de destination à vocation de centre équestre avec accueil de clientèle, création de 2 studios pour le personnel dans la ferme des Mottets qui sera repérée en plan de zonage, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole, ni la qualité paysagère du site et qu'il soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF conformément au code de l'urbanisme.

Un nouveau dossier cas par cas sera présenté à l'autorité environnementale qui se prononcera à nouveau sur l'exigence d'une éventuelle évaluation.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **DECIDE** d'entamer les démarches pour la modification du PLU sur les points suivants :

- Passage de la superficie des piscines de 30 à 32m<sup>2</sup>, afin de respecter les dimensions demandées et exclusion des piscines du calcul du CES.

Accusé de réception en préfecture 001-210104493-20250203-D25020301-DE Date de réception préfecture : 28/02/2025
---

- Modification du PLU pour permettre dans le règlement de la zone N, le changement de destination à vocation touristique de la ferme de Pont Loup qui sera repérée en plan de zonage, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole, ni la qualité paysagère du site et qu'il soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF conformément au code de l'urbanisme.
- Modification du PLU pour permettre dans le règlement de la zone A, le changement de destination à vocation de commerce et activité de service avec accueil de la clientèle au Château de Richemont, qui sera repéré en plan de zonage, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole, ni la qualité paysagère du site et qu'il soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF conformément au code de l'urbanisme et de l'ABF.
- Modification du PLU pour permettre dans le règlement de la zone A le changement de destination à vocation de centre équestre avec accueil de clientèle, création de 2 studios pour le personnel dans la ferme des Mottets qui sera repérée en plan de zonage, à condition que ce changement de destination ne compromette ni l'exploitation agricole, ni la qualité paysagère du site et qu'il soit soumis à l'avis conforme de la CDPENAF conformément au code de l'urbanisme.

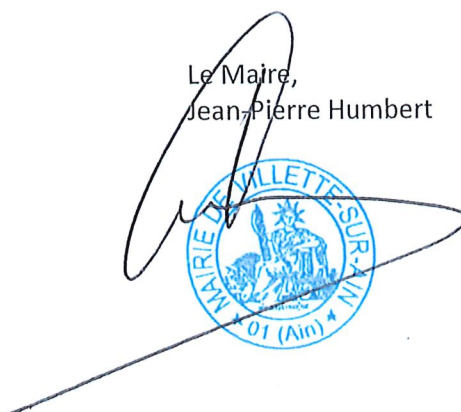
- **DECIDE** d'annuler la délibération du 24 septembre 2024.
- **AUTORISE** le maire à lancer les procédures nécessaires à la mise en œuvre de la modification de notre Plan Local d'Urbanisme et en particulier la prescription de la modification par arrêté du maire.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture le

La secrétaire de séance,

Le secrétaire de séance,  
Alexandra AUGUSTE

Le Maire,  
Jean-Pierre Humbert



Accusé de réception en préfecture  
001-210104493-20250203-D25020301-DE  
Date de réception préfecture : 28/02/2025

